



## **POUR UNE POLITIQUE D'ASILE HUMAINE**

Chères et chers camarades,

Nous avons vu à quelle vitesse les murs et les barbelés s'élèvent, nous avons vu des enfants naître dans la boue et des familles bloquées durant des semaines dans des conditions sanitaires et humanitaires inacceptables. Nous avons vu des catastrophes maritimes et des personnes, sans défense, se faire tirer dessus pour avoir simplement voulu sauver leur peau et celle de leur famille en fuyant la guerre.

### **Il est temps de dire stop !**

La politique migratoire européenne a transformé la Méditerranée et la forteresse Europe en un chemin de croix pour des milliers de migrant-e-s et de réfugié-e-s. Plus de 30'000 personnes (chiffres établis) ont perdu la vie en tentant de traverser la Méditerranée, sans compter les nombreuses embarcations qui ont sombré sans que les décès ou les identités des personnes noyées soient enregistrés. Les personnes responsables des contrôles et de la surveillance militaire en Méditerranée et aux frontières de l'Europe commettent des crimes et tuent des migrant-e-s et réfugié-e-s fuyant la guerre et la dictature.

Alors que depuis la Seconde Guerre mondiale il n'y a jamais eu, à l'échelle mondiale, autant de personnes en fuite, l'Europe et la Suisse ne participent qu'un minimum à l'accueil des personnes vulnérables. Alors que le Liban, dont la population est inférieure à celle de la Suisse, accueille 1,4 million de réfugié-e-s, le nouveau programme d'implantation fédéral prévoit uniquement un contingent d'accueil de 3'000 personnes sur trois ans !

L'impossibilité d'atteindre l'Europe avec un visa régulier et à travers les canaux humanitaires contraint ces personnes à remettre leur sort entre les mains de la criminalité organisée pour traverser. Ainsi, les routes migratoires s'étendent, les risques de décès augmentent et une fois arrivé-e-s en Europe, elles sont souvent dans l'impossibilité d'obtenir un permis de séjour régulier. Les requérant-e-s d'asile débouté-e-s ou qui sont, à cause des accords de Dublin, rapatrié-e-s dans un pays qui ne peut leur garantir de prise en charge digne (par exemple l'Italie ou la Hongrie) viennent grossir les rangs des travailleuses et travailleurs en situation de séjour irrégulier et ainsi renforcer la spirale de l'exclusion et de l'appauvrissement, dans l'intérêt du grand capital.

Les permis de séjour seront toujours octroyés au compte-gouttes en fonction des besoins économiques d'un pays ; l'idée de procéder à une sélection des travailleuses et travailleurs

va à l'encontre des valeurs socialistes et de notre aspiration à une société solidaire et inclusive.

Pendant que nous assistons, impuissants, à la fermeture des frontières et au rejet collectif en Turquie, pays qui ne respecte pas les droits de l'homme, le parlement suisse a voté une diminution du budget alloué à la coopération et au développement tout en approuvant l'exportation d'armes en Arabie saoudite.

Nous prions le Parti socialiste suisse, à l'unisson avec les autres partis, les associations humanitaires, les organisations d'aide au développement et de promotion de la paix, les mouvements culturels et civils ainsi que les communautés religieuses d'agir concrètement en tant que promoteur d'une manifestation de paix nationale, ou d'autres actions isolées mais coordonnées dans tout le pays, afin d'obtenir une large présence médiatique (plus qu'une simple conférence de presse), d'impliquer l'opinion publique et d'inciter le Conseil fédéral à :

- s'engager plus sérieusement en faveur l'accueil
- ouvrir un corridor humanitaire
- stopper les reconduites aux frontières des pays Dublin qui ne peuvent garantir de prise en charge digne
- se battre pour la suspension de l'accord avec la Turquie, qui viole le droit d'asile le plus élémentaire